



Section académique de LIMOGES

N° 281 - MARS 2009

Mensuel

Directeur de publication
Janine VAUX

Prix : 0,50 €

Publié et imprimé par la
section académique du
SNES :

40, avenue Saint-Surin
87000 LIMOGES

☎ : 05-55-79-61-24

💻 : s3lim@snes.edu
www.limoges.snes.edu

ISSN : 0759.9951

CPPAP : 0413 S 07785

P. 1 : Edito

P. 2 : Appel à candidature
Unité et Action (U & A)

P. 3 : Appel à candidature
Ecole Emancipée

P. 4 : Le paritarisme en danger

JEUDI 19 MARS TOUS EN GREVE Pour l'emploi, les services publics les salaires.

Face aux enjeux sociaux majeurs de la période, le mouvement syndical (privé comme public) a su se rassembler.

N. Sarkozy a échoué dans sa tentative de rompre l'unité syndicale au lendemain du 29 janvier.

Il n'a pas répondu aux exigences massivement exprimées le 29 janvier, se contentant de quelques mesures, dont l'insuffisance ne laisse envisager aucune sortie de crise.

La plate forme commune des huit organisations syndicales appelant à reconduire la grève public / privé (CGT, CFTD, FO, CFTC, CGC, FSU, UNSA, Solidaires) a un tout autre crédit en matière de plan de relance.

C'est en étant le 19 mars plus nombreux, en grève, dans la rue, que nous avancerons ensemble et pourrons déboucher sur une nouvelle donne sociale.

Alors, rendez-vous dans les manifestations, nous devons y faire la démonstration de notre mobilisation.

MANIFESTATIONS

Creuse : Guéret – 10 h – Hôtel de ville

Corrèze : Brive – 10 h – place Thiers
Tulle – 15 h – place de la gare
Ussel – 15 h – place de la République

Haute-Vienne : Limoges – 10 h – place de la République

Pour une école et une société de progrès Pour un syndicat combatif et force de propositions

Les mobilisations que nous vivons pour la défense de nos métiers, de nos statuts, dans le cadre d'un service public laïque de qualité, ouvert à tous les élèves, témoignent de l'engagement de notre profession pour une autre politique éducative et sociale.

Depuis des mois et des mois, nous sommes confrontés à des choix gouvernementaux dont les conséquences sont toujours régressives, tant pour les élèves, les enseignements que les personnels. Le renoncement à toute ambition qui était au cœur de la loi Fillon sur l'Ecole, annonçait la "remise en ordre" du système éducatif qui est en cours et qui s'inscrit clairement dans une politique générale de réduction du périmètre de l'action de l'Etat, de diminution des dépenses publiques et de pression sur les fonctionnaires.

En cela, la politique éducative menée par DARCOS, FILLON, SARKOZY, est en parfaite cohérence avec la sinistre RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) et avec l'objectif de démolition de la Fonction Publique de carrière. Le Second degré est particulièrement visé dans ces logiques : suppression de dizaines de milliers d'emplois, tentatives de réformes du collège et du lycée visant à réduire les enseignements et à limiter les poursuites d'études, rentabilisation par tous les moyens des personnels, dénaturation de nos métiers dont le déclassement social et salarial s'accélère.

A cette politique destructrice et ségrégative, nous opposons un projet éducatif ambitieux qui prend appui sur les capacités de ses acteurs, qui combat les inégalités sociales, territoriales et toutes les formes de discrimination et qui a pour objectif de créer les conditions d'une élévation générale des qualifications pour les jeunes.

Un tel projet doit s'appuyer sur des professions dont les missions premières doivent être renforcées, rendues pour tous plus attractives. Il appelle aussi la mise en place d'un plan de programmation des recrutements et des emplois, l'amélioration de la formation, l'élévation du niveau de recrutement adossée à des pré recrutements rémunérés en nombre, l'évolution des

services avec la facilitation du travail en équipe, la revalorisation des salaires, la revalorisation des carrières en termes de promotion, de mobilité...

Pour Unité et Action, c'est par des actions unitaires les plus aptes à entraîner la masse des collègues, construites sur la base de débats ouverts en menant la campagne envers l'opinion publique, que nous pouvons combattre, mettre en échec les politiques d'inspiration libérale auxquelles nous sommes aujourd'hui confrontés et avancer dans le sens de nos propositions. Le recul de Darcos sur la réforme du lycée est à mettre au crédit de cette orientation. Si notre syndicalisme, dans le SNES comme dans la FSU, prend ses responsabilités dans son secteur pour construire les luttes, il contribue aussi avec les autres forces au développement de mouvements sociaux plus larges.

La mobilisation exceptionnelle du 29 janvier en constitue une étape encourageante. Le 19 mars doit constituer un pas supplémentaire dans la montée en puissance des actions. Mais loin d'être un but, cette nouvelle journée est une étape incontournable et décisive pour rassembler, mobiliser chaque secteur, élaborer des alternatives aux mesures gouvernementales afin de déboucher sur une nouvelle donne sociale.

La période qui s'ouvre est marquée par de lourds enjeux. Réussir, répondre encore mieux à l'attente de tous les personnels du second degré, suppose un engagement et une participation active de l'ensemble des militants et des adhérents. Pour partager ensemble les responsabilités syndicales qui en résultent, pour faire vivre un syndicalisme à la fois résolument combatif et force de propositions pour une transformation de l'école et de la société, soyez candidats sur les listes Unité et Action.

*Contact : Daniel JAMIN, Janine VAUX.
SNES 40 avenue Saint Surin
8700 LIMOGES*

Appel à candidature pour figurer sur la liste « Ecole Emancipée »

LE GRAND TEST DU PRINTEMPS : ETES-VOUS « ECOLE EMANCIPEE » ?

Vous pensez que le SNES...	Tout à fait d'accord	Partielle-ment d'accord	Pas du tout d'accord
... a souvent une approche trop corporatiste des questions syndicales.			
... ne propose pas de mots d'ordre clairs sur des dispositifs comme l'accompagnement éducatif, laissant les collègues se débrouiller seuls dans leurs établissements pour résister comme ils peuvent à l'avalanche de réformes.			
... n'a pas été assez offensif sur la réforme des lycées, est sorti tardivement des négociations, et n'a pas cherché à mobiliser les collègues aux côtés des lycéens en lutte.			
... n'a pas cherché à construire la mobilisation au lendemain du 20 novembre en lien avec les collègues du 1 ^{er} degré.			
... a tort d'accepter l'augmentation du recrutement au niveau master, car le principal objectif de cette réforme est d'économiser des postes de stagiaires. En outre, cela entraîne : la suppression de l'année de stage, avec une entrée dans le métier à 18h, et des difficultés accrues pour les étudiants issus des classes populaires d'accéder aux concours.			
... doit avoir l'exigence d'une revalorisation de tous rapide et significative, et ne pas seulement se satisfaire de mesures qui ne concerneront que quelques collègues (augmentation du ratio des hors-classe par exemple).			
... a besoin de davantage de pluralisme en son sein pour être véritablement représentatif du milieu qu'il syndique.			
... a besoin que la tendance qui se bat au quotidien pour que le Snes adopte une orientation plus combative et radicale, soit représentée dans toutes les instances du syndicat.			

**Si vous avez au moins un « Tout à fait d'accord » :
alors les listes de l'Ecole Emancipée sont faites pour vous !**

N'hésitez pas à nous faire parvenir votre candidature à :
Stéphane Lajaumont : steph.laj@orange.fr
Nicolas Vanderlick : n.vanderlick@laposte.net

Le paritarisme en danger

L'objectif présidentiel et gouvernemental concernant les droits et garanties des fonctionnaires d'Etat, a été maintes fois et sous des formes diverses exprimé : les démolir, à tout le moins les réduire.

Les commissions paritaires constituent un premier obstacle à cette entreprise. Il convient donc de les contourner, d'éviter de devoir rendre compte pour **individualiser** et **s'affranchir de toute règle, de toute transparence**.

Darcos met donc la « main à la pâte » et tente aujourd'hui, via une entreprise privée, « de prendre la main », pour avancer dans la voie dont rêvent tous les libéraux : **le recrutement discrétionnaire, sur profil**.

On ne peut laisser faire. Il y a urgence à se mobiliser.

Ci-dessous : communiqué commun CGT, SGEN, SE-UNSA, SNALC, SNCL, SNETAA, FO, Sud éducation, SNEP, SNES, SNUEP, soit la totalité des organisations syndicales du second degré.

« Mutations 2009 : La pagaille ministérielle »

Avec stupeur et consternation, les élus du personnel ont constaté que le projet de mutations qui leur était communiqué pour les travaux des commissions paritaires comportait des erreurs graves en nombre sans commune mesure avec celles des années antérieures. Des milliers de collègues ont donc reçu du ministère une fausse information concernant le résultat de leur demande de mutation. En concentrant l'énergie de son administration sur une opération de communication aux dépens d'un travail sérieux de préparation, le ministère a pris la responsabilité de multiplier les erreurs, de désorienter et d'exaspérer les demandeurs de mutations. Dans ce contexte, les élus du personnel veillent donc à faire rétablir tous les collègues concernés dans leur droit à des affectations conformes à des règles applicables à tous.

hypothéquer les affectations des personnels dans les établissements et la préparation de la rentrée 2009.

La pagaille ministérielle créée pour le mouvement inter légitime encore plus fortement les demandes formulées par les organisations syndicales unanimes et soutenues par la profession (en 5 jours la pétition nationale intersyndicale a déjà recueilli 14 000 signatures).

Les organisations syndicales appellent les personnels à signer et à faire signer la pétition nationale unitaire(*) (<http://www.mutations2009.org>) et à amplifier la mobilisation si le ministère et les recteurs s'entêtaient dans la remise en cause du paritarisme.

Paris, le 10 mars 2009

Le mouvement interne aux académies de mai-juin dont le ministère reconnaît lui-même la complexité, ne pourra pas se dérouler dans de telles conditions sauf à

(*) A l'initiative du SNES